



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA SITUATION MONDIALE DES PETITES ENTREPRISES

MPME Note de recherche #3

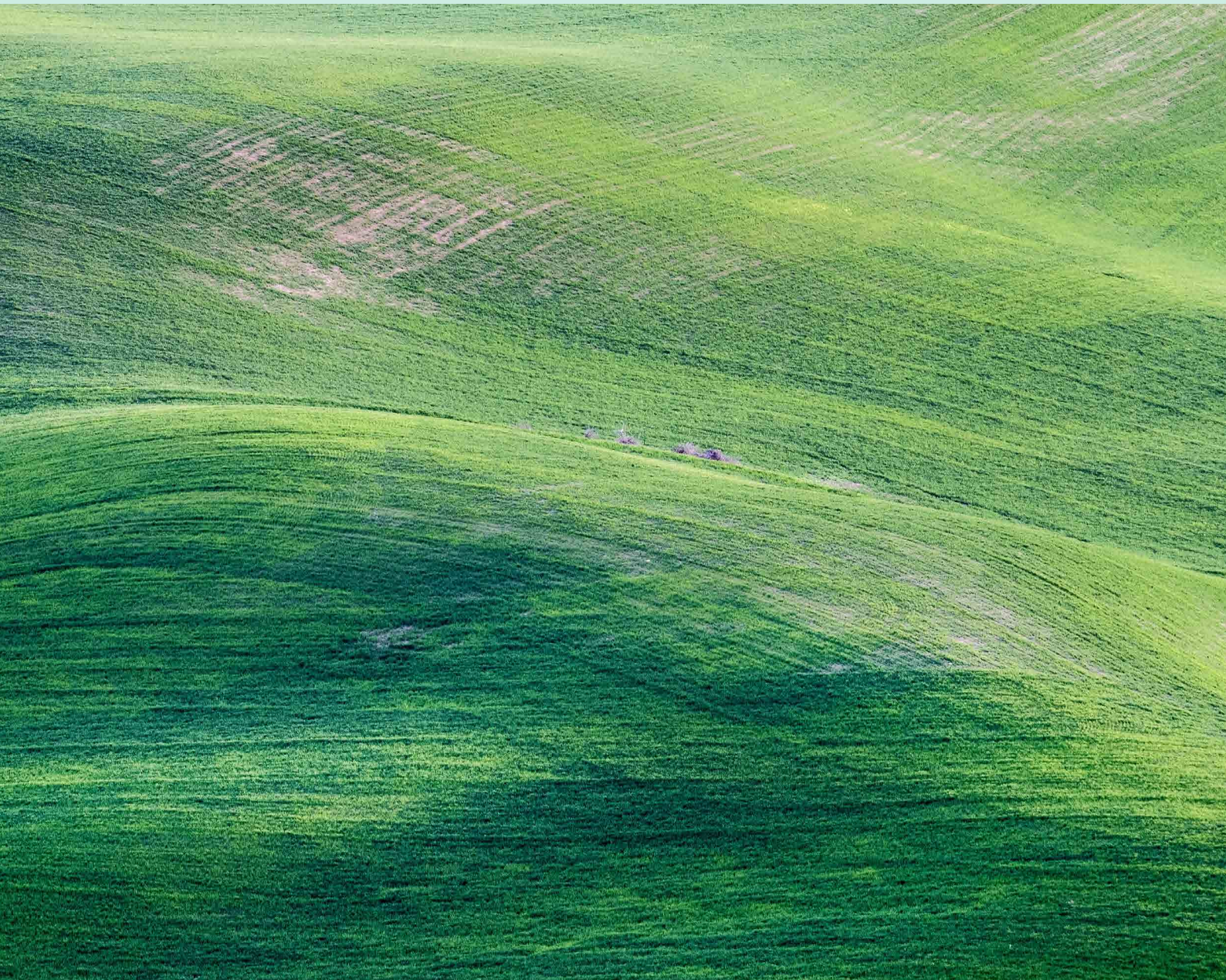


TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
INTRODUCTION	4
1. CHANGEMENTS CLIMATIQUES, MPME ET ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES	6
1.1 Les perceptions relatives au changement climatique sont relativement diverses dans les pays étudiés	6
1.2 La préoccupation au sujet du changement climatique varie aussi en fonction du genre	7
1.3 La plupart des MPME étudiées se disent prêtes à changer leurs pratiques commerciales	7
1.4 Les femmes sont plus disposées à agir que les hommes, mais ont besoin de plus d'informations	8
1.5 Le manque de connaissances sur les questions de décarbonation est un obstacle majeur, en particulier pour les dirigeantes d'entreprise	9
1.6 Les économies tributaires des CVM sont plus préoccupées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement	10
1.7 Les MPME examinées font état de coûts d'activité en hausse du fait des politiques et réglementations liées au changement climatique	11
2. QUE PEUVENT FAIRE LES ÉTATS POUR SOUTENIR L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DES MPME ET LA DÉCARBONATION?	12
CONCLUSION	13
RÉFÉRENCES	15

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA SITUATION MONDIALE DES PETITES ENTREPRISES

RÉSUMÉ

Pour répondre au changement climatique, les entreprises de toutes tailles devront contribuer aux efforts de décarbonation en réduisant les comportements nocifs pour le climat et l'environnement et en adoptant des pratiques durables.

D'après les réponses à deux enquêtes de Meta, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont sensibilisées à la question du changement climatique et savent qu'elles doivent adopter des pratiques de décarbonation pour participer aux chaînes de valeur, mais elles rencontrent des obstacles, en particulier en ce qui concerne l'accès aux informations sur les changements à effectuer et sur le coût de ceux-ci.

Lorsqu'ils proposent un appui stratégique, les États devraient se concentrer sur des programmes de décarbonation clairs comprenant la large diffusion d'informations sur les prescriptions, les outils permettant aux MPME d'évaluer leur impact sur le climat et l'accès à la finance verte.

INTRODUCTION¹

Dans le monde actuel, le changement climatique est devenu un élément important pour les entreprises. Des évolutions positives, comme la nouvelle économie verte (définie par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) comme sobre en carbone, économe en ressources et favorisant l'intégration sociale) ou les gains d'efficacité liés à la décarbonation (c'est-à-dire la réduction ou la suppression des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère) aux effets négatifs, comme les interruptions des échanges ou le recul de l'offre liés aux phénomènes climatiques, le changement climatique crée dans le même temps des possibilités et des risques pour les entreprises, y compris les MPME. Cependant, le changement climatique, des sécheresses aux inondations, est source d'importantes difficultés pour les petites entreprises dans une vaste série de secteurs, dont nombre sont liés au commerce international, tels que l'agriculture ou le tourisme.

Alors que les grandes entreprises ont été perçues comme les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre, on estime que plus de 80% de leurs émissions découlent de leurs chaînes d'approvisionnement (McKinsey, 2016). Ces chaînes de valeur mondiales (CVM) sont souvent constituées de plus petites entreprises qui fournissent des services essentiels pour la production de marchandises ou d'autres services. Ainsi, bien que les MPME, prises individuellement, ne soient pas de grandes émettrices de carbone, la taille globale de ce pan de l'économie, qui représente environ 90% des entreprises dans le monde entier, signifie que les MPME auront un rôle essentiel à jouer pour réaliser les objectifs mondiaux de décarbonation.

Les efforts de décarbonation peuvent offrir des possibilités d'innovation et de gains d'efficacité commerciale dont les entreprises de toute taille peuvent tirer parti. Selon une enquête de 2021 du Centre du commerce international (ITC), plus de la moitié des entreprises africaines indiquaient que verdir leurs activités avait conduit à des améliorations de la production et de la qualité de leurs produits et leur avait permis d'accéder à de nouveaux marchés, de réduire les coûts des intrants et de bénéficier d'un meilleur accès à la finance verte (ITC, 2021). L'Agence internationale de l'énergie (IEA) (2021) estime aussi que, bien que les entreprises aient besoin de capital pour investir dans des appareils plus efficaces et des véhicules à faibles émissions, les économies à terme peuvent être largement supérieures à la dépense. Nombre de ces changements sont déjà à portée de main. Selon le Forum économique mondial (WEF) (2021), les huit chaînes d'approvisionnement mondiales qui représentent plus de 50% des émissions mondiales pourraient réduire d'environ 40% leurs émissions en effectuant quelques changements relativement simples et abordables qui auraient un effet marginal sur les coûts ou en améliorant leur efficacité.

Si la décarbonation et la transition vers des pratiques commerciales durables peuvent offrir des possibilités pour les MPME, elles présentent aussi des difficultés importantes. En raison des contraintes de capital, dont l'importance relative est plus élevée pour les plus petites entreprises, les MPME sont susceptibles d'être plus réticentes à prendre des risques que les plus grandes entreprises et d'être moins enclines à réagir face au changement climatique et à mettre en place des changements concernant leur efficacité, en raison des obstacles plus importants qu'elles doivent surmonter (IEA, 2021). De nombreux petits exploitants du secteur agricole, par exemple, font preuve d'une prudence excessive lorsqu'ils envisagent des pratiques plus sobres en carbone et plus productives, car ils sont moins à même de supporter un échec potentiel (même temporaire). Bien que certaines pratiques agricoles durables soient bien établies, les petits exploitants demeurent hésitants, les outils de financement et les filets de sécurité étant rares.

Le manque de connaissances peut aussi créer des difficultés de mise en conformité quand de nouvelles réglementations sont adoptées par les États et que les entreprises n'ont pas connaissance des nouvelles prescriptions ou des méthodes d'adaptation (ITC, 2019). En conséquence, les propriétaires de petites entreprises ont tendance à s'appuyer sur des pratiques commerciales familières et établies. Faute de capacités et de compétences adaptées, les MPME, en particulier celles dirigées par des femmes ou des jeunes, qui ont

Si la décarbonation et la transition vers des pratiques commerciales durables peuvent offrir des possibilités pour les MPME, elles présentent aussi des difficultés importantes. En raison des contraintes de capital, dont l'importance relative est plus élevée pour les plus petites entreprises, les MPME sont susceptibles d'être plus réticentes à prendre des risques que les plus grandes entreprises et d'être moins enclines à réagir face au changement climatique et à mettre en place des changements concernant leur efficacité, en raison des obstacles plus importants qu'elles doivent surmonter (IEA, 2021).

¹ La présente note a été établie par Emmanuelle Ganne, Zakaria Imessaoudene et Kathryn Lundquist de la Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC.

tendance à être plus petites, peuvent ne pas tirer parti des nouvelles possibilités (ITC, 2021). À l'heure actuelle, seules 38% des petites entreprises ont investi pour réduire leurs risques environnementaux, contre 60% des grandes entreprises (ITC, 2021), et seule une fraction des MPME ont ne serait-ce qu'un plan concernant la décarbonation (BCG&HSBC, 2021).

Bien que les changements impliquent des difficultés et des coûts importants, si une entreprise reste en dehors de l'économie circulaire ou n'améliore pas son impact environnemental, elle peut risquer d'être exclue des chaînes de valeur alors que les grandes entreprises cherchent à décarboner leurs intrants et leur production. En outre, étant donné que les MPME peuvent fournir des composants essentiels dans le cadre des chaînes d'approvisionnement, les grandes entreprises ne peuvent pas décarboner sans les efforts combinés de leurs fournisseurs. Par exemple, PepsiCo estime que 92% de ses émissions de carbone trouvent leur origine à l'extérieur de ses activités, alors que seuls 8% de ses fournisseurs ont des objectifs climatiques scientifiquement approuvés (Financial Times, 2022). Alors que le monde s'emploie à décarboner son économie, il sera important d'évaluer les perceptions des MPME sur le changement climatique et d'identifier les obstacles auxquels elles se heurtent dans la mise en œuvre de l'action climatique.

Au cours des dernières années, l'entreprise états-unienne Meta (anciennement Facebook) a utilisé son réseau social (toujours nommé Facebook) pour mieux comprendre et évaluer les préoccupations des dirigeants d'entreprises en envoyant des enquêtes aux entrepreneurs et aux gestionnaires du monde entier qui sont présents sur Facebook. Ces enquêtes ont été utilisées pour chercher à savoir quels effets certaines perturbations, telles que la pandémie de COVID-19, ont sur les petites entreprises de différentes régions. Récemment, des questions sur le changement climatique ont aussi été incluses. En se fondant sur deux de ces «enquêtes sur les petites entreprises» menées par le service «Data for Good» de Meta, la présente note de recherche examinera la perception qu'ont les MPME du changement climatique, leur volonté de transformer leur activité, et les principaux obstacles qu'elles disent rencontrer en ce qui concerne la décarbonation. Les enquêtes permettent aussi de préciser en quoi les MPME dirigées ou gérées par des femmes sont touchées et où elles se situent par rapport aux difficultés que rencontrent les MPME. La présente note de recherche mettra en évidence les liens entre la politique commerciale internationale et le changement climatique et proposera des moyens d'action susceptibles d'aider les MPME à progresser plus rapidement vers la décarbonation.

Données: l'enquête de Meta sur la situation mondiale des petites entreprises

L'enquête sur la situation mondiale des petites entreprises est un effort de recherche semestriel mené par Meta afin d'évaluer la situation économique des petites et moyennes entreprises² dans le monde. Les données issues de ces enquêtes sont partagées dans le cadre du programme de Meta «Data for Good».³

La présente note de recherche examine deux de ces enquêtes, la première menée entre le 19 juillet et le 7 août 2021 (enquête de juillet-août 2021) et la seconde menée entre le 3 et le 17 janvier 2022 (enquête de janvier 2022). L'enquête de juillet-août 2022 a examiné un échantillon aléatoire de plus de 35000 MPME de 30 pays et territoires. L'équipe de recherche de Meta a envoyé via Facebook plus de 8,5 millions d'invitations à participer à l'enquête, dont 1,6% ont reçu une réponse de la part des dirigeants et gérants de MPME. Les analyses des MPME ont été limitées aux entreprises de moins de 250 employés. Des pondérations ont été appliquées pour que les résultats soient plus représentatifs de la population de MPME sur Facebook, mais les résultats n'ont pas pour objectif d'être représentatifs de l'ensemble des MPME d'un pays.

L'enquête de juillet-août 2021 comprenait environ 20 questions générales utilisées dans de précédentes études, auxquelles étaient ajoutées 8 à 10 nouvelles questions relatives aux difficultés et tendances mondiales actuelles. La liste de questions était répartie par thème, par exemple population, personnel, recettes, transformation numérique, difficultés et outils numériques. Un ensemble de questions relatives au changement climatique a été ajouté pour un sous-groupe de 14 économies.⁴ Il convient de noter que la plupart des pays représentés dans l'enquête de juillet-août 2021 sont considérés comme développés et ne sont donc pas représentatifs de la perception au niveau mondial. Les entreprises des économies développées ont tendance à avoir accès à davantage de ressources et d'investissements que les entreprises des économies en développement.

² Meta appelle petites et moyennes entreprises les entreprises de moins de 250 employés, dénommées dans la présente note «micro, petites et moyennes entreprises» (MPME).

³ <https://dataforgood.facebook.com/dfg/tools/future-of-business-survey>

⁴ Module sur le changement climatique: Australie; Belgique; Canada; France; Allemagne; Irlande; Israël; Italie; Pologne; Portugal; Espagne; Taipei chinois; Royaume-Uni; et États-Unis.

L'enquête de janvier 2022 a été conduite dans 30 pays et territoires du monde entier, y compris des économies en développement et des économies développées.⁵ Outre les questions de base, elle incluait aussi une question sur les difficultés futures auxquelles s'attendaient les répondants, avec des cases à cocher proposant des réponses sur le commerce et le climat. Plus de 23 000 dirigeants de MPME dans le monde ont répondu à l'enquête de 2022, dont plus de 5 000 aux États-Unis.

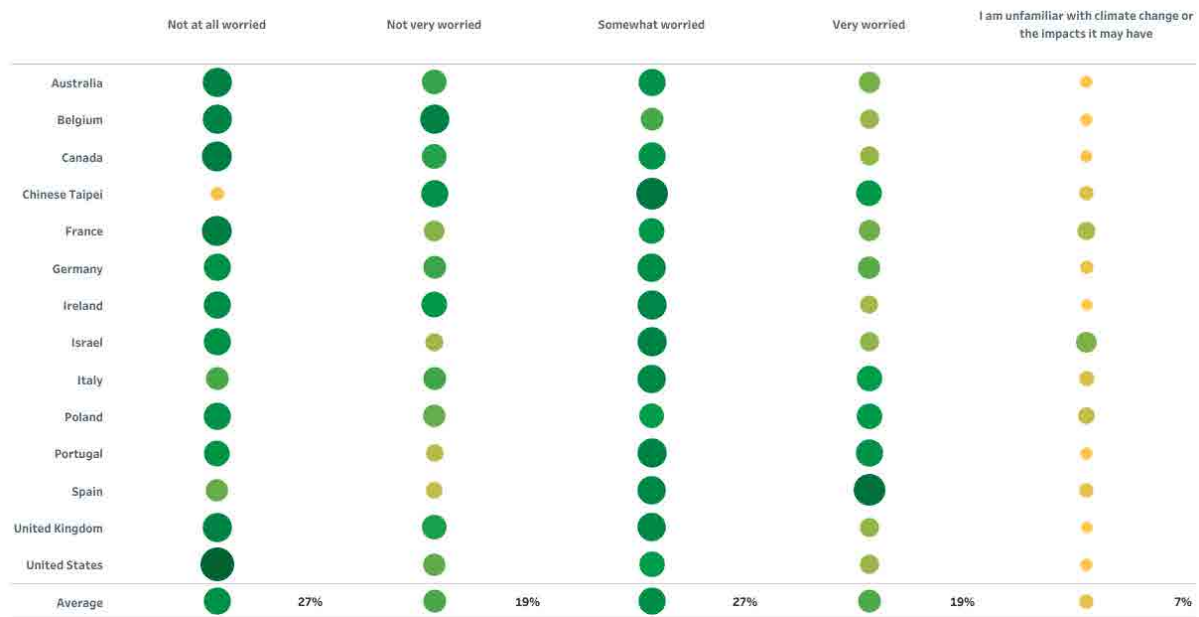
Les enquêtes permettent de mener des analyses désagrégées par facteurs tels que le genre et la branche d'activité.

1. CHANGEMENTS CLIMATIQUES, MPME ET ENTREPRISES DIRIGÉES PAR DES FEMMES

1.1 Les perceptions relatives au changement climatique sont relativement diverses dans les pays étudiés

Les résultats de l'enquête de Meta de juillet-août 2022 montre que les répondants sont diversement préoccupés par les effets du changement climatique. Comme le montre la figure 1, les répondants étaient également répartis en ce qui concernait la réponse à la question «À quel point êtes-vous préoccupé par les effets du changement climatique sur votre entreprise?»: 46% se disaient «pas du tout préoccupés» ou «peu préoccupés», tandis que 46% se disaient «assez préoccupés» ou «très préoccupés». Dans toutes les économies examinées, très peu de répondants ont dit être peu familiarisés avec la question du changement climatique, et il convient de noter que les répondants issus d'économies situés dans des zones au climat relativement plus chaud ou dans des zones côtières étaient plus nombreux à se dire «très préoccupés» (par exemple l'Italie, le Portugal, l'Espagne et le Taipei chinois).

Figure 1, La préoccupation au sujet du changement climatique



Question: How worried are you about the impacts of climate change on your business?
Source: Facebook Global State of Small Business Data - 2021



5 Parmi les économies examinées, on compte l'Argentine; l'Australie; la Belgique; le Brésil; le Canada; le Taipei chinois; la Colombie; l'Égypte; la France; l'Allemagne; le Ghana; l'Inde; l'Indonésie; l'Irlande; Israël; l'Italie; le Kenya; le Mexique; le Nigeria; le Pakistan; les Philippines; la Pologne; le Portugal; la Fédération de Russie; l'Afrique du Sud; l'Espagne; la Turquie; le Royaume-Uni; les États-Unis et le Viet Nam.

1.2 La préoccupation au sujet du changement climatique varie aussi en fonction du genre

Si la géographie peut jouer un rôle dans les perceptions globales, il apparaît que le genre est aussi un facteur qui influence les réponses aux questions de l'enquête, alors que les femmes entrepreneurs possèdent une part importante des MPME dans le monde, et représentent entre 30 et 37% (8 à 10 millions) de l'ensemble de MPME dans les seuls marchés émergents (SFI, 2017). En outre, les femmes entrepreneurs possèdent et dirigent principalement des entreprises qui ont tendance à être plus petites que celles détenues ou dirigées par des hommes. Au Canada, par exemple, 92,7% des entreprises détenues par des femmes emploient moins de 20 personnes (Cukier *et al.*, 2020).

Si on examine les réponses réparties par genre, bien que les hommes et les femmes ayant répondu se disaient préoccupés par les effets du changement climatique sur leur entreprise dans des proportions comparables (voir figure 2), une part légèrement plus faible de femmes disait n'être pas du tout préoccupée (24%, contre 29% pour les hommes), malgré le fait que l'accès à l'information et aux réseaux pouvait être légèrement plus difficile pour les femmes que pour les hommes, 9% des femmes se disant peu familiarisées avec la question du changement climatique ou de leurs incidences, contre seulement 6% des hommes. Les femmes étant plus susceptibles de diriger des micro-entreprises, elles peuvent avoir moins de ressources à consacrer aux questions relatives au changement climatique, et les ressources peuvent elles-mêmes être dirigées vers d'autres populations. Cela suggère que davantage de formation sur ces sujets serait bénéfique, étant donné les niveaux de préoccupation relativement faibles et la part importante de répondants qui disent ne pas être familiarisés avec la question du changement climatique et de leurs effets.

Figure 2, La préoccupation au sujet du changement climatique en fonction du genre



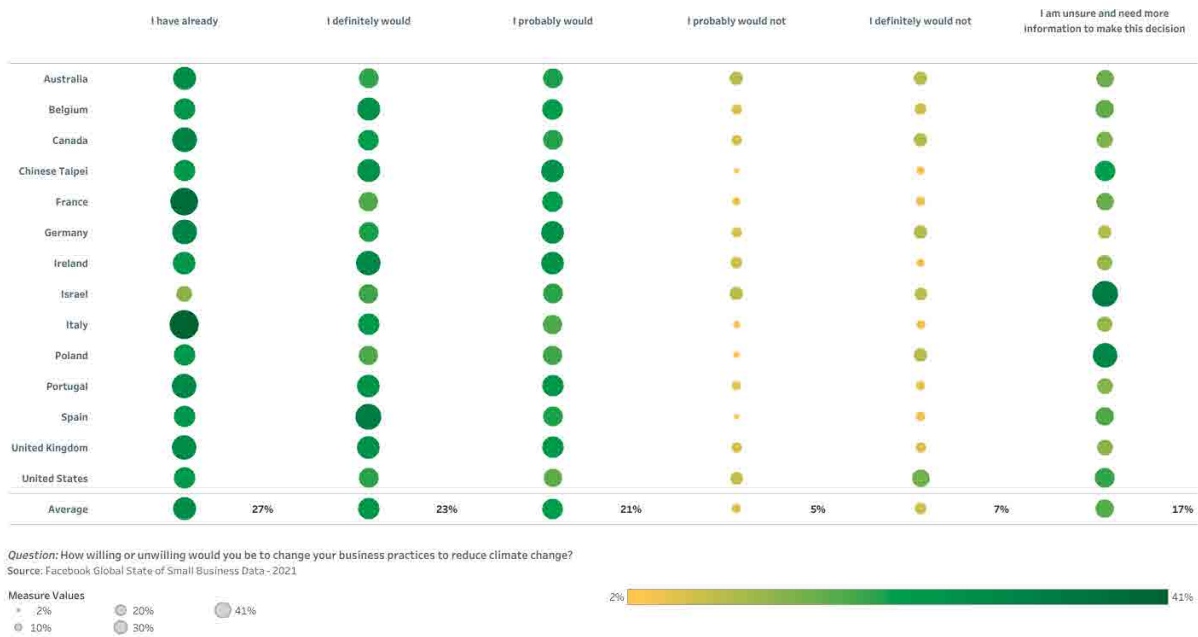
Question: How worried are you about the impacts of climate change on your business?
Source: Facebook Global State of Small Business Data - 2021

1.3 La plupart des MPME étudiées se disent prêtes à changer leurs pratiques commerciales

La volonté de changement est aussi un facteur important des efforts de décarbonation. Les données collectées au cours de l'enquête de juillet-août 2021 indiquent que la plupart des répondants seraient disposés à améliorer leurs pratiques commerciales. De fait, comme le montre la figure 3, à la question «à quel point êtes-vous ou non disposé à changer vos pratiques commerciales pour réduire le changement climatique?», la plupart des répondants disaient soit avoir déjà changé leurs pratiques commerciales, soit être «probablement disposés à changer leurs pratiques commerciales pour réduire le changement climatique».

Les données collectées au cours de l'enquête de juillet-août 2021 indiquent que la plupart des répondants seraient disposés à améliorer leurs pratiques commerciales.

Figure 3, La volonté de changement



1.4 Les femmes sont plus disposées à agir que les hommes, mais ont besoin de plus d'informations

En réponse à cette même question, 29% des femmes disaient avoir déjà changé leurs pratiques commerciales pour réduire le changement climatique, contre 26% des hommes, tandis que 23% de l'ensemble des répondants étaient tout à fait disposés à changer leurs pratiques. Cependant, une part plus importante de femmes (20%) que d'hommes (15%) disait avoir besoin de plus d'informations avant d'apporter des changements liés au climat à leurs pratiques commerciales. En revanche, deux fois moins de femmes (4%) des femmes contre 9% des hommes) se disaient «pas du tout disposées» à apporter des changements (figure 4).

Une part plus importante de femmes (20%) que d'hommes (15%) disait avoir besoin de plus d'informations avant d'apporter des changements liés au climat à leurs pratiques commerciales.

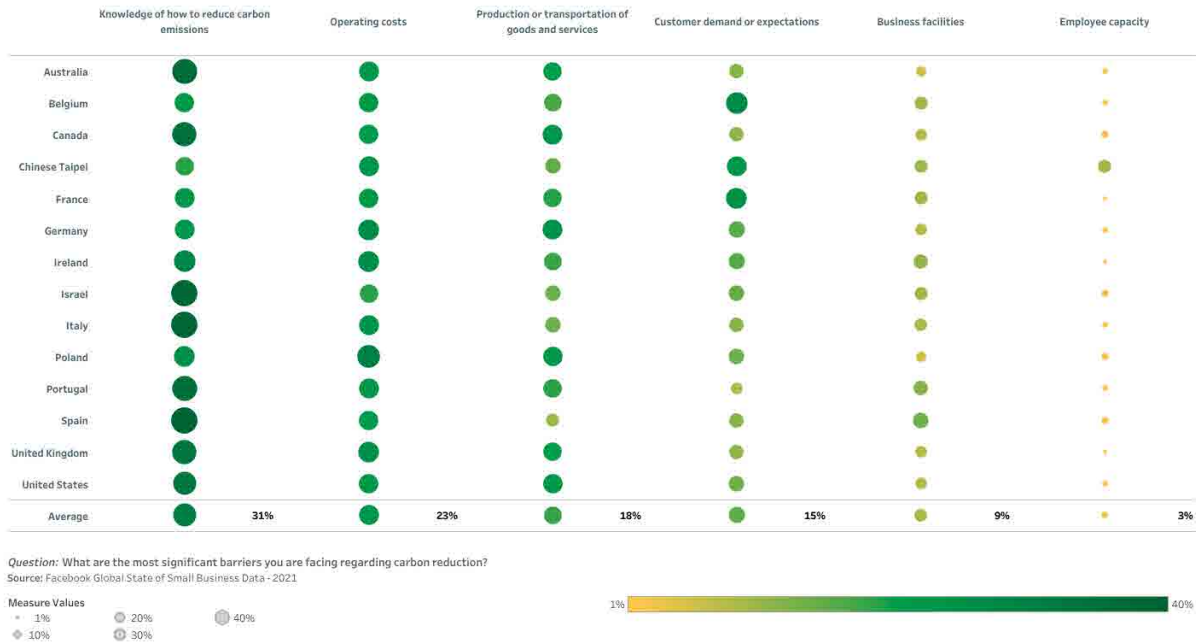
Figure 4, La volonté de changement en fonction du genre



1.5 Le manque de connaissances sur les questions de décarbonation est un obstacle majeur, en particulier pour les dirigeantes d'entreprise

En réponse à la question «quels sont les principaux obstacles que vous rencontrez en ce qui concerne la réduction des émissions de carbone?», les répondants de plus de la moitié des économies étudiées ont cité comme principal obstacle à la décarbonation le manque de connaissances sur la manière de réduire les émissions de carbone (figure 5). Les coûts d'exploitation et la production ou le transport des marchandises constituaient aussi des obstacles à la réduction des émissions de carbone pour de nombreux répondants. En revanche, la qualification des employés était la préoccupation la moins courante dans toutes les économies examinées.

Figure 5, Des obstacles à la réduction des émissions de carbone



Selon l'enquête, 35% des femmes ont indiqué que le principal obstacle était le manque de connaissances sur la manière de réduire les émissions de carbone, contre 28% des hommes (voir figure 6). Les coûts d'exploitation et la production et le transport des marchandises étaient au deuxième et troisième rang de la liste des obstacles.

Figure 6, Des obstacles à la réduction des émissions de carbone en fonction du genre



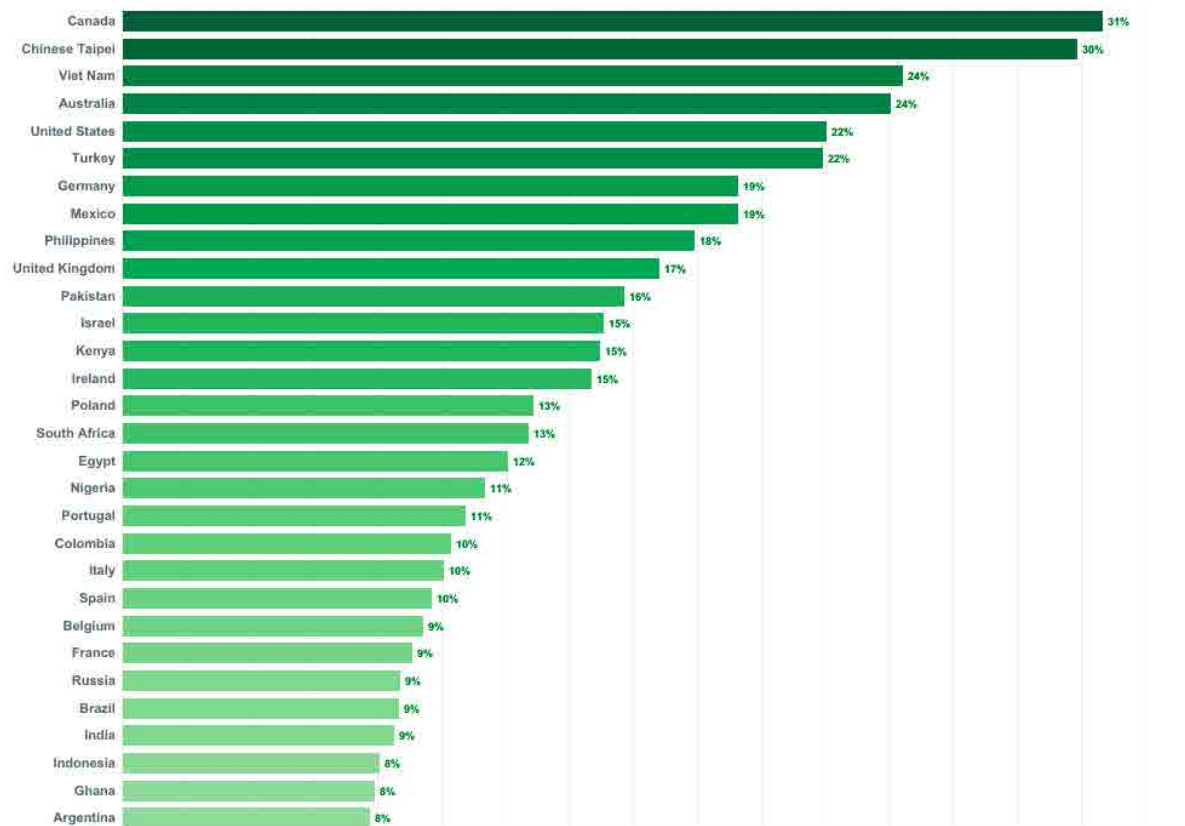
1.6 Les économies tributaires des CVM sont plus préoccupées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement

Les résultats de l'enquête de Meta de janvier 2022 sur l'état mondial des petites entreprises complètent l'étude de juillet-août 2021 examinée plus haut. Dans cette deuxième enquête figurent les réponses de 16 nouveaux répondants, sur une zone géographique plus large. L'enquête incluait la question suivante: «Vous attendez-vous à ce que votre entreprise connaisse des difficultés dans les 2-5 années à venir à cause des éléments suivants?», avec huit réponses différentes à cocher. Les options étaient les suivantes: 1) Je ne m'attends pas à rencontrer des difficultés; 2) Des dommages matériels dus à des catastrophes naturelles et/ou des intempéries graves; 3) Des perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues à des catastrophes naturelles et/ou des intempéries graves; 4) Des frais d'assurance dus à des catastrophes naturelles et/ou des intempéries graves; 5) Des frais dus à la mise en œuvre des politiques et réglementations relatives au changement climatique; 6) Les coûts de l'énergie dus à la transition vers des sources d'énergie renouvelables pour votre entreprise; 7) Des bureaux ou locaux commerciaux trop grands; 8) Autre (veuillez préciser). Bien que les taux de réponses soient bas et que nombre de ces options ne soient pas spécifiques au commerce, les réponses relatives aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement en raison des intempéries et aux coûts de mise en œuvre des politiques et réglementations relatives au changement climatique suggèrent quelques tendances, en particulier lorsqu'elles sont analysées au niveau de l'économie.

En ce qui concerne les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues à des catastrophes naturelles ou à des intempéries, la figure 7 indique que les dirigeants et gérants d'entreprises de nombreuses économies développées et interconnectées à un niveau mondial s'attendent à des difficultés futures dans ce domaine. Bien qu'aucune tendance régionale n'apparaisse, les répondants des économies les plus étroitement liées aux CVM, comme le Canada, le Taipei chinois et le Viet Nam (OMC, 2019) apparaissent plus préoccupés par les effets des intempéries graves.

Les répondants des économies les plus étroitement liées aux CVM, comme le Canada, le Taipei chinois et le Viet Nam (OMC, 2019) apparaissent plus préoccupés par les effets des intempéries graves.

Figure 7, Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues à des intempéries



Question: Do you expect any of the following to be challenges for your business over the next 2-5 years? (Supply chain disruptions due to natural disasters and/or severe weather) - Yes

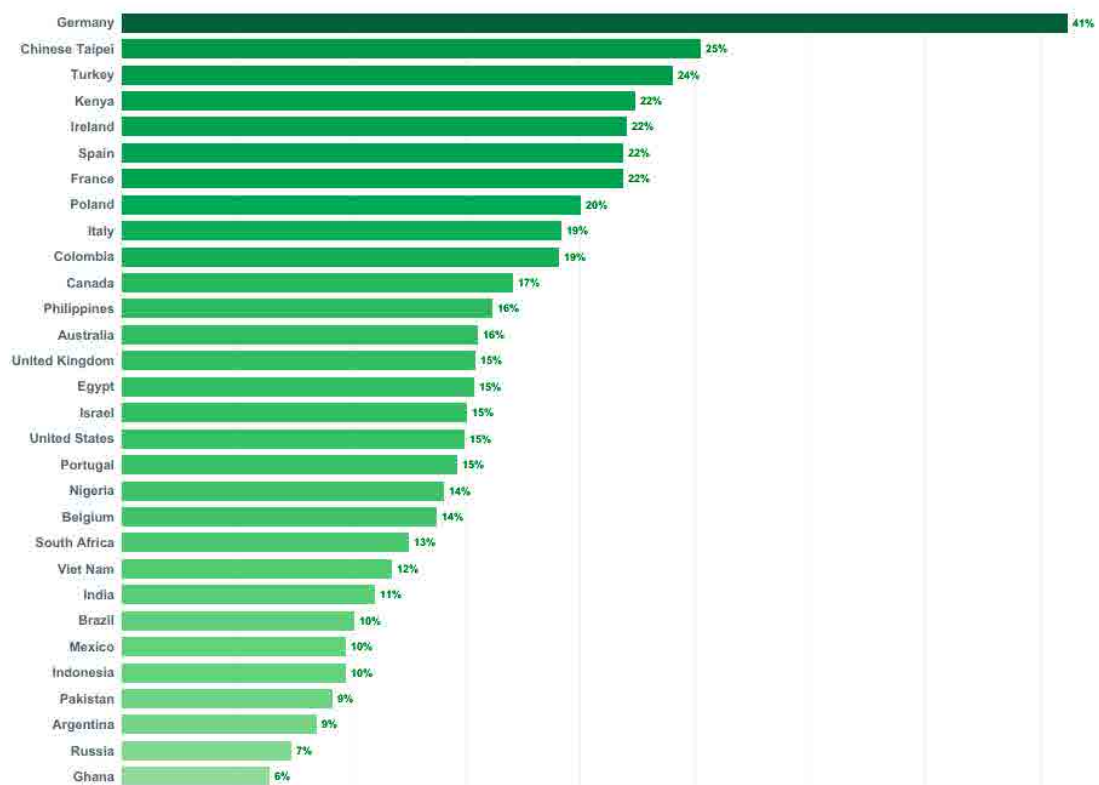
Source: Facebook Global State of Small Business Data - 2022

1.7 Les MPME examinées font état de coûts d'activité en hausse du fait des politiques et réglementations liées au changement climatique

Les résultats de l'enquête de 2022 indiquaient aussi que les MPME qui avaient répondu s'attendaient à devoir supporter des coûts importants en raison des politiques et réglementations liées au changement climatique (voir figure 8). En Allemagne, par exemple, où des efforts nationaux de décarbonation sont en cours, davantage des MPME examinées ont dit s'attendre à ce que les politiques et réglementations liées au changement climatique augmentent leurs coûts d'exploitation. Ces importants degrés de préoccupation pourraient simplement refléter des réglementations et politiques nationales strictes plutôt que des questions liées au commerce international.

Les résultats de l'enquête de 2022 indiquaient aussi que les MPME qui avaient répondu s'attendaient à devoir supporter des coûts importants en raison des politiques et réglementations liées au changement climatique.

Figure 8, Préoccupations concernant les coûts dus aux politiques et réglementations sur le changement climatique



Question: Do you expect any of the following to be challenges for your business over the next 2-5 years? (Costs due to implementing climate change policies and regulations) - Yes

Source: Facebook Global State of Small Business Data - 2022

2. QUE PEUVENT FAIRE LES ÉTATS POUR SOUTENIR L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DES MPME ET LA DÉCARBONATION?

D'après les réponses aux enquêtes de Meta examinées à la section 1, les MPME, au moins dans les régions développées du monde, sont sensibilisées à la question du changement climatique, et il apparaît que cette question soulève pour nombre d'entre elles des préoccupations liées à leur activité commerciale. On observe également une volonté générale de changement, mais les enquêtes suggèrent que davantage d'informations sur les manières dont les entreprises peuvent modifier leurs pratiques sont nécessaires. La demande d'informations complémentaires était particulièrement élevée parmi les femmes dirigeant ou gérant une entreprise. Les responsables politiques devraient donc se concentrer sur la diffusion de l'information, des objectifs de décarbonation et un message global clairs. L'incertitude quant aux politiques peut aussi empêcher les MPME d'envisager des changements à long terme pour décarboner leur production (ITC, 2021; WEF, 2021). L'accès à des outils comme le programme en matière de commerce pour le développement durable (TS4D)⁶, le pôle climat pour les PME⁷ ou la Base de données sur l'environnement de l'OMC⁸ pourrait être utile, car ces outils permettent aux utilisateurs d'évaluer leur empreinte carbone, de trouver des idées pour la réduction des émissions, et de trouver des informations sur les ressources financières.

Les MPME, au moins dans les régions développées du monde, sont sensibilisées à la question du changement climatique, et il apparaît que cette question soulève pour nombre d'entre elles des préoccupations liées à leur activité commerciale. On observe également une volonté générale de changement, mais les enquêtes suggèrent que davantage d'informations sur les manières dont les entreprises peuvent modifier leurs pratiques sont nécessaires.

Des normes environnementales et de décarbonation claires sont nécessaires (OMC, 2022). Au niveau international, la grande diversité des normes, des prescriptions relatives aux mesures et des méthodes de calcul de la teneur en carbone signifie que les MPME peuvent ne pas être en mesure de prouver aisément leur respect des réglementations pour accéder aux certifications et aux labels dont elles ont besoin pour exporter à l'étranger et participer aux chaînes de valeur.

Premièrement, ces certificats continuent de se multiplier, et leur coût fixe les rend relativement plus onéreux pour les petites entreprises. En outre, les normes sont souvent élaborées par des économies développées et axées sur des mesures qui peuvent être moins pertinentes dans des économies en développement. Par exemple, les hypothèses de base pour l'impact environnemental peuvent créer des difficultés et même être source d'erreur selon le contexte, comme l'a mis en évidence une étude portant sur les exportations de sucre depuis le Malawi et Maurice. Dans cet exemple, la réponse «conversion des terres» dominait les calculs d'émission de carbone étant donné que l'utilisation précédente des terres était souvent inconnue, ce qui menait à retenir le scénario le plus défavorable (Banque mondiale, 2021). Les États devraient donc viser à aligner les prescriptions nationales sur les normes internationales lorsque cela est possible, et compléter chaque prescription par les mesures de vérification adaptées (OMC, 2022).

Les entreprises se concentrent sur leur résultat global (c'est-à-dire leur revenu net, leurs gains ou leurs profits), et des dépenses de transition initiales élevées liées à certaines améliorations de l'efficacité environnementale constituent un obstacle majeur pour les MPME. Les coûts d'exploitation figurent parmi les préoccupations des entreprises examinées, et seront source de retards dans la décarbonation. L'enquête 2022 sur la situation mondiale des petites entreprises montre que les entreprises s'attendent à ce que les réglementations liées au changement climatique créent des coûts supplémentaires pour elles.

Les entreprises se concentrent sur leur résultat global (c'est-à-dire leur revenu net, leurs gains ou leurs profits), et des dépenses de transition initiales élevées liées à certaines améliorations de l'efficacité environnementale constituent un obstacle majeur pour les MPME. Les coûts d'exploitation figurent parmi les préoccupations des entreprises examinées, et seront source de retards dans la décarbonation. L'enquête 2022 sur la situation mondiale des petites entreprises montre que les entreprises s'attendent à ce que les réglementations liées au changement climatique créent des coûts supplémentaires pour elles, et les États doivent tenir compte du fait que de nombreuses mesures liées au changement climatique ne feraient pas faire d'économies aux entreprises et les exposeraient à des dépenses supplémentaires (ITC, 2021). Pour atténuer ces effets, les responsables politiques devraient élaborer des réglementations relatives au changement climatique en se plaçant du point de

6 Il est possible d'accéder à plus d'informations [ici](#), ainsi qu'aux outils Standards Map et Sustainability Map de l'ITC.

7 Une initiative mondiale, sur laquelle plus d'informations sont disponibles [ici](#).

8 Plus d'informations sur la [Base de données sur l'environnement de l'OMC](#), le commerce mondial et le changement climatique sont disponibles [ici](#).

vue des MPME pour identifier les difficultés et coûts potentiels. La décarbonation exige des investissements et, pour rendre la transition possible, l'accès à des financements, voire à des subventions pour certains des coûts supportés, sera nécessaire.

L'OMC peut aider à réduire ces divergences en offrant un espace où progresser vers l'harmonisation et éviter les frictions inefficaces liées aux différentes approches. Elle peut aussi être une instance où les Membres de l'OMC partageront leurs données d'expérience, de manière à promouvoir les meilleures pratiques permettant d'aider les MPME à faire face aux défis liés au changement climatique. Cela peut être réalisé au moyen de discussions au sein des comités, tels que le Comité des obstacles techniques au commerce (Comité OTC) et le Comité du commerce et de l'environnement (CCE), ainsi que de nouvelles initiatives comme les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale.⁹ En participant activement à ces discussions, les États peuvent établir de nouvelles pratiques et politiques pour mieux servir et soutenir leurs MPME.

Comme indiqué plus haut, l'enquête 2022 sur la situation mondiale des petites entreprises indique que les répondants s'attendent à ce que les politiques liées au changement climatique et les réglementations commerciales augmentent leurs coûts. Ainsi, les États et les responsables politiques doivent avoir conscience des difficultés que rencontrent ces entreprises et adopter des législations et des normes prenant en compte les entreprises de différentes tailles. Bien que la «finance verte» soit globalement plus disponible pour soutenir les «écopreneurs» contribuer à la décarbonation des entreprises, les MPME ne peuvent pas toujours accéder à ces financements car elles peuvent ne pas être en conformité avec les prescriptions, ne pas être en mesure de fournir les documents appropriés, ou elles peuvent être trop petites pour bénéficier des programmes publics officiels (BCG & HSBC, 2021). En outre, non seulement l'investissement dans des améliorations «vertes» est coûteux pour les MPME, mais ces changements ne sont pas toujours perçus par les institutions financières comme un moyen d'augmenter les recettes à long terme, ce qui signifie que les demandes des MPME cherchant à accéder à du capital pour ces différents changements peuvent ne pas être perçues favorablement (ITC, 2021). Les institutions financières, telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), s'emploient à soutenir des énergies plus vertes grâce à des lignes de crédit distribuées par des banques privées à des MPME industrielles et à de petits projets sur l'énergie renouvelable (Stern Review, 2006).

Les États et les responsables politiques doivent avoir conscience des difficultés que rencontrent ces entreprises et adopter des législations et des normes prenant en compte les entreprises de différentes tailles.

CONCLUSION

Avec l'avènement d'initiatives mondiales telles que le «verdissement de l'économie», la finance verte et d'autres initiatives relatives à la durabilité, les pratiques respectueuses de l'environnement sont devenues de plus en plus populaires dans différentes industries. La décarbonation et la transition vers des pratiques commerciales plus vertes joueront sans nul doute un rôle essentiel dans l'effort mondial visant à limiter les effets du changement climatique et à atteindre des objectifs de neutralité carbone. Ces efforts impliquent toutefois des changements.

Le changement amène de nouvelles opportunités économiques pour les MPME qui peuvent être créées grâce à l'éco-innovation, mais cela exige des investissements importants auxquels nombre de MPME n'ont pas accès. Malgré un vaste appétit pour l'investissement vert, l'accès à des aides financières et à des mesures incitatives est entravé car les petites entreprises peuvent ne pas être en mesure de procéder aux vérifications appropriées exigées par ces programmes, ou elles peuvent être trop petites pour accéder à des initiatives nationales de réduction des émissions de carbone.

En conséquence, les MPME peuvent éprouver des difficultés à se conformer aux nouvelles politiques comme les politiques de plafonnement (des programmes publics de régulation conçus pour plafonner ou limiter les niveaux d'émissions de divers types) ou aux prescriptions juridiques de décarbonation faute d'accès à l'information et du fait des coûts qu'impliquent ces efforts (ITC, 2019), ou peuvent ne pas être en mesure de tirer parti de ces politiques ou de ces prescriptions. Les entreprises dirigées par des femmes ou des jeunes dans certaines régions peuvent aussi éprouver davantage de difficultés à s'adapter à ces politiques, et il est possible qu'elles ne disposent pas de toutes les capacités et compétences qui leur permettraient de tirer parti des nouvelles opportunités (ITC, 2021).

⁹ Un groupe plurilatéral de Membres de l'OMC a annoncé en 2020 les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale. For more information, see https://www.wto.org/french/tratop_f/tessd_f/xtessd_f/tessd_f.htm.

Étant donné que les MPME représentent 90% des entreprises au niveau mondial, et ont donc un rôle essentiel à jouer dans la réalisation des objectifs de décarbonation, il sera nécessaire que les États et les institutions financières prennent mieux en compte les besoins de ces entreprises. L'appui stratégique devrait se concentrer sur des objectifs de décarbonation clairs comprenant des informations largement diffusées, sur des outils permettant aux MPME d'évaluer leur impact sur le climat, et sur un meilleur accès à la finance verte. En outre, les préoccupations des MPME sur certaines questions, telles que l'adhésion à des normes et réglementation internationales, devraient être relayées par les États dans un cadre multilatéral, afin que les normes soient rendues plus accessibles aux petites entreprises. Les États peuvent favoriser un commerce plus vert en se coordonnant avec les autres partenaires mondiaux et en alignant les prescriptions nationales sur les initiatives mondiales.

Il n'existe pas de solution universelle, mais les États devraient travailler en étroite collaboration avec leurs MPME pour mieux comprendre les difficultés auxquelles elles se heurtent au niveau national, afin d'adopter des politiques propres à autonomiser les entreprises de toutes tailles, sans compromettre les programmes nationaux de lutte contre le changement climatique ni la réalisation des objectifs.

RÉFÉRENCES

BCG and HSBC (2021), "Delivering Net Zero Supply Chains, The Multi-Trillion Dollar Key to Beat Climate Change", https://cdn.txfmedia.com/assets/Assets/HSBC_BCG_NetZeroSupplyChain_WhitePaper_25102021_vF.pdf.

Brenton, P. and Chemutai, V. (2021), "The Trade and Climate Change Nexus: The Urgency and Opportunities for Developing Countries", Washington, D.C.: World Bank Group, <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1770-0>.

Cukier, W., Gagnon, S., Hodson, J., Saba, T., Grandy, G., Morton, S., Elmi, M., Stolarick, K., and Chavoushi, Z.H. (2020), The State of Women's Entrepreneurship in Canada 2020. Toronto: Diversity Institute, Ryerson University. https://wekh.ca/wp-content/uploads/2020/10/WEKH_State_of_Womens_Entrepreneurship_in_Canada_2020_EN-1.pdf.

Financial Times (2022), "PepsiCo squares up to supply chain emissions challenge", [PepsiCo squares up to supply chain emissions challenge | Financial Times \(ft.com\)](https://www.ft.com/content/8c1c1c1c-1c1c-1c1c-1c1c-1c1c1c1c1c1c).

IEA (2021), Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector, Paris: IEA, <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>.

IFC (2017), "Women Entrepreneurs are Essential for Private Sector Development in Emerging Markets", Washington, D.C.: IFC, <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/d7623440-8bb4-4827-9ce5-470dcb6f86b1/Entrepreneurship+Offering+Brochure+July2017.pdf?MOD=AJPERES&CVID=IQps6KM>.

ITC (2021), SME Competitiveness Outlook 2021: Empowering the Green Recovery, Geneva: ITC, <https://intracen.org/resources/publications/sme-competitiveness-outlook-2021-empowering-the-green-recovery>.

McKinsey (2016), "Starting at the source: Sustainability in supply chains", <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/starting-at-the-source-sustainability-in-supply-chains>.

Stern, Nicholas (2006), "The Economics of Climate Change: The Stern Review", Cambridge: Cambridge University Press.

Tollefson, J (2020), "How hot will Earth get by 2100?", Nature, 22 April 2020, <https://www.nature.com/articles/d41586-020-01125-x>.

WEF (2021), "Net-Zero Challenge: The Supply Chain Opportunity", Geneva: WEF, https://www3.weforum.org/docs/WEF_Net_Zero_Challenge_The_Supply_Chain_Opportunity_2021.pdf.

WTO (2022), "Trade and Climate Change: Information Brief No. 6", World Trade Organization, Geneva: WTO, https://www.wto.org/english/news_e/news21_e/clim_03nov21-6_e.pdf.

WTO, IDE-JETRO, OECD, RCGVC-UIBE and World Bank Group (2019), Technological Innovation, Supply Chain Trade, and Workers in a Globalized World, Geneva: WTO, IDE-JETRO, OECD, RCGVC-UIBE and World Bank Group, https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/gvc_dev_report_2019_e.pdf.

Rapport conçu par la Section de conception
graphique et événementielle.

Crédits photos:

Couverture: © Pexel, Jesse Zheng

© Organisation mondiale du commerce 2022



Organisation mondiale du commerce

Centre William Rappard,
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2, Suisse

Site Web: <https://www.wto.org/fr>

Pour en savoir plus

